

Coronavirus. Olivier Véran évoque la possibilité d'un 3e confinement en cas d'aggravation

Le ministre de la Santé envisage la mise en place d'une troisième période de confinement, du fait de la circulation importante du virus et de l'arrivée de la nouvelle souche venue du Royaume-Uni.

Le ministre de la Santé, Olivier Véran, n'exclut pas la mise en place d'un nouveau confinement. | GEOFFROY VAN DER HASSELT / AFP

West-France Ouest France avec AFP Publié le 27/12/2020 à 00h24

L'instauration d'un troisième confinement n'est pas exclue si la situation épidémique « **devait s'aggraver** », affirme le ministre de la Santé Olivier Véran au *Journal du Dimanche*, à l'occasion du lancement de la campagne de vaccination en France.

PUBLICITÉ

« **Nous n'excluons jamais des mesures qui pourraient être nécessaires pour protéger des populations. Ça ne veut pas dire qu'on a décidé, mais qu'on observe la situation heure par heure** », souligne le ministre dans un entretien.

Les autorités redoutent l'arrivée d'une troisième vague de Covid-19 dans les semaines qui viennent, après les fêtes de fin d'année. D'autant plus que la circulation du virus est encore importante, avec « **15 000 contaminations détectées par jour en moyenne, alors qu'on était descendu à 11 000...** », pointe Olivier Véran.

« **La pression sur le système de santé reste importante** »

« **L'objectif des 5 000 (cas de contamination par jour) s'éloigne. Et la pression sur le système de santé reste importante, avec 1 500 hospitalisations par jour, une tension qui baisse très peu en réanimation** », souligne le ministre, qui se dit prêt à prendre « **les mesures nécessaires, si la situation devait s'aggraver** ». La situation est déjà préoccupante dans le « **Grand Est, la Bourgogne-Franche-Comté et le département des Alpes-Maritimes, à commencer par Nice** », avec une « **augmentation de l'incidence chez les personnes âgées dans certains territoires ruraux** », dit-il.

Plusieurs maires de l'Est de la France, dont Reims, plaident depuis plusieurs jours pour « **reconfiner soit de façon territoriale ou au niveau national** » après Noël.

A Nice, le maire Christian Estrosi va convoquer lundi un conseil de santé publique, face à des indicateurs Covid en hausse (dont le taux de positivité proche de 7%) et

un « **relâchement dans le respect des gestes barrière et de la distanciation sociale** », annonce-t-il dans un communiqué dimanche.

Alors que de nombreux pays ont d'ores et déjà pris des mesures de reconfinement, la France a « **fait le choix de mesures strictes et difficiles plus tôt pour laisser les Français souffler pendant les fêtes** », se défend le ministre, même si « **cela a marché, pas assez, certes** », avec plus de 40 000 nouveaux cas de Covid enregistrés en 48 heures (jeudi et vendredi).

Seulement 3 093 cas ont été enregistrés samedi avec la trêve de Noël et la fermeture des laboratoires. « **Nous saurons vite si les rassemblements familiaux et festifs auront un impact** », affirme M. Véran après une levée exceptionnelle du couvre-feu le 24 au soir pour permettre aux Français de se déplacer. Pour le Nouvel an, il conseille de ne pas le célébrer. « **On ne peut pas, pour une soirée, prendre le risque de bloquer à nouveau le pays pendant des semaines** ».

La vaccination débutera dimanche matin, auprès d'une dizaine de personnes âgées et d'un soignant volontaire à l'unité de soins de longue durée de l'hôpital René-Muret de Sevran (Seine-Saint-Denis). Le centre gériatrique de Champmaillot dépendant du CHU de Dijon sera le deuxième lieu du lancement de cette campagne. « **Ce vaccin protège 95 % des individus contre les cas de forme grave et va sauver beaucoup de vies** », se félicite le ministre, rappelant que « **pour les personnes âgées, le risque de mourir du Covid-19 est élevé** ».